



## Point IVG

Mercredi 30 décembre, à 4h30, des milliers de personnes se retrouvaient dans la rue en Argentine pour fêter l'adoption du texte de loi autorisant l'avortement sans conditions. Il aura fallu deux ans de combat avec le slogan "pas une de plus" pour que le texte rejeté par le parlement en 2018 soit adopté en 2020. Jusque-là, chaque année, entre 370 000 et 520 000 femmes devaient risquer leur vie en pratiquant des IVG clandestines et 38 000 d'entre elles se retrouvaient hospitalisées dû à des complications. C'est une avancée énorme en Amérique Latine où seul-es Cuba, l'Uruguay, le Guyana, la ville de Mexico et l'état mexicain d'Oaxaca autorisaient l'IVG sans conditions.



On ne peut que se réjouir pour nos frères et sœurs d'Argentine, surtout dans cette période où le droit à l'avortement est remis en cause dans beaucoup de pays. Le droit d'avoir un

enfant quand on le veut et si on le veut, le droit à l'accès à la contraception sont des droits fondamentaux mais ce ne sont pas des acquis, ce droit est constamment remis en cause et il ne tient qu'à nous de le défendre !

En Pologne, depuis le 22 octobre 2020, des milliers de personnes manifestent contre la quasi- interdiction de l'IVG. Elle était auparavant autorisée en cas de viol, d'inceste ou de malformation grave du fœtus. Le 27 décembre 2020, le gouvernement interdit l'IVG en cas de malformation du fœtus en expliquant que ce sont des avortements "eugénistes". Ce sont encore souvent ceux qui sont hommes et toujours ceux qui sont riches qui décident pour nous ce qu'on devrait faire de nos corps et de nos vies ! En Pologne, ce sont 2000

avortements légaux contre 22000 clandestins ou pratiqués à l'étranger.

En France, où le délai légal n'a pas été porté à 14 semaines pour une IVG, nombreuses sont celles qui doivent aller en Espagne ou aux Pays-Bas car elles se sont rendues comptes trop tard qu'elles étaient enceintes. Dans un pays où l'IVG est dite être anonyme et gratuite, beaucoup trop de femmes doivent prendre le train ou le car pour aller dans d'autres villes pour pratiquer une IVG. Les déserts médicaux, les régions qui ne subventionnent plus les centres de planning familial, les hôpitaux où les chefs de service anti-IVG font jouer la clause de conscience et encore tant d'autres raisons obligent les femmes à devoir aller à 100, 200, 300 km de chez elles pour pouvoir pratiquer une IVG. Prendre le train, une chambre d'hôtel, aller en Espagne ou ailleurs. Tout cela n'est pas gratuit.

Simone de Beauvoir l'a très bien dit : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant »



Si le mouvement autour du hashtag #MeToo ou #NousToutes en France et l'affaire Weinstein ont pu mettre en lumière le sexisme et les violences faites aux femmes dans les hautes sphères, il n'en reste pas moins que c'est un problème fondamental de société.

On a vu les chiffres des violences intra-familiales augmenter pendant la période de confinement, le gouvernement se réjouit de la baisse des féminicides en 2020 en estimant qu'ils sont au nombre de 90. Mais la privatisation de la ligne 3919, les subventions aux associations qui viennent en aide aux femmes victimes de violences qui sont insuffisantes, le manque de place dans les hébergements d'urgence et la précarisation des femmes suite à la crise engendrée par la covid-19 racontent une toute autre histoire.



Ces derniers temps, un autre hashtag est apparu : #MeTooInceste. Nombre d'hommes et femmes prennent la parole en public, sur les réseaux sociaux pour dénoncer les agressions incestueuses qu'ils/elles ont subis dans leur enfance ou adolescence. L'abaissement de l'âge du consentement à 13 ans, oblige chaque individu de plus de 13 ans de "prouver" que la relation sexuelle qu'ils ont pu avoir avec un.e adulte n'était pas consentie. Sans compter qu'il faut qu'il y ait eu pénétration pour que cela soit qualifié de viol ! La prescription de 20 ans au-delà de la majorité d'un enfant qui a subi des violences sexuelles sont encore une autre barrière légale à la libération de la parole. Ce ne sont pas nous qui faisons ou écrivons les lois, mais ce ne seront que nous qui feront avancer les choses.

Chaque loi, chaque avancée pour les droits des femmes, des LGBTQI+ ou des personnes racisées ont été le fruit d'une mobilisation. Nous nous devons de nous battre contre les injustices, de sensibiliser nos collègues et nos proches, d'essayer de se battre collectivement contre les injustices faites aux travailleuses et travailleurs. Nous avons tout à gagner à l'avancée des droits pour tous.tes.

**Se battre pour les conditions de travail sans se battre pour les conditions de vie de tous.tes est une impasse.**



**SOLIDAIRE**

**LA COMMISSION PLURI'ELLES DÉTER ORGANISE UNE COLLECTE POUR ADSF**

 **Agir pour la santé des femmes**

**Jusqu'au 15 mars**



PLURI'ELLES DÉTER

Des produits d'hygiène à destination des femmes en situation de grande exclusion.

## *Billet d'humeur d'une femme de lutte*

*En ces temps maussades et étranges grosses envies et besoin d'entendre que des choses positives. J'ai cherché ... c'est pas facile ...mais je veux pas rester dans cette morosité.*

*Alors je FETE la légalisation de l'ivg en Pologne, en Argentine et au Chili. Ces Pays où la religion est très présente rentrent enfin dans « modernité » (là je trouve pas le bon mot help).*

*Je FETE toutes ces prises de parole #MeToo, #MeTooInceste, la dénonciation de toutes les violences faites aux femmes. Les maux trouvent enfin les mots. Enfin la parole s'ouvre et de plus en plus d'oreilles écoutent.*

*Je FETE aussi que le mot féministe ne soit plus un gros mot. Laissez-moi croire que de plus en plus d'hommes comprennent qu'une femme féministe n'est pas contre les hommes. Elle veut juste vivre dans une société égalitaire et rompre toutes ces chaînes que l'on traîne depuis des siècles. Chaînes portées aussi par eux, une révolution. Je m'en réjouis.*

*Alors continuons à se parler, se soutenir, dénoncer et lutter.*

*Des mots qui me donnent le sourire car c'est la vie.*

### Faisons-nous entendre ensemble le 8 mars !

La commission Pluri'ELLES DETER de SUD RAIL PRG organise une **collecte solidaire pour l'ADSF jusqu'au 15 mars**. Différents lieux de collecte sont mis en place sur les lieux de travail. *Tournez-vous vers un-e militant-e SUD Rail si vous avez des questions.*

Voici une liste des besoins : *Gel Hydroalcooliques / masques / savons / crèmes hydratantes / déodorant / serviettes hygiéniques / gel douche / shampoings / brosse à dents / dentifrice / lingettes intimes / produits de beauté / parfums / serviettes de toilettes / préservatifs internes & externes / brosses, peignes.*

**On compte sur vous !** La solidarité n'a jamais été aussi primordiale en ces temps de pandémie.

## Le 8 mars : ce n'est pas la fête des mères !



Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, cette journée est dédiée à **la lutte pour les droits des femmes**.

Elle trouve ses origines au début du 20<sup>ème</sup> siècle et s'ancre dans les luttes ouvrières et dans les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les femmes.

C'est en 1910, avec la Conférence internationale des femmes socialistes qu'est votée la nécessité d'une journée de mobilisation consacrée à la lutte pour les droits des femmes. La date n'est tout d'abord pas fixée, et ce n'est qu'à partir de 1917, avec la grève des ouvrières de St Pétersbourg que la tradition du 8 mars se met en place. Le 8 mars 1917

est d'ailleurs considéré comme le 1<sup>er</sup> jour de la Révolution russe. Après 1945, la Journée internationale des femmes devient une tradition dans le monde entier. Utilisée dès 1975, elle ne sera officialisée en France qu'en 1982.

Par ce bref résumé historique, il est évident que ce jour s'inscrit dans une tradition de luttes et de mobilisations et qu'il est plus que déplacé de la part de notre entreprise d'offrir des fleurs, des pisse-debout ou encore des cours de maquillage par exemple. Par ce type d'actions, l'entreprise nous renvoie encore et toujours à l'image de la femme objet, à notre genre tout en niant, décrédibilisant nos combats, nos droits et nos libertés.

C'est pourquoi nous appelons toutes **les salariées à se mettre en grève, à dénoncer et refuser** toutes les initiatives genrées de la direction lors de cette **Journée internationale de lutte pour les droits des femmes**.

## Luttes des gras.se.s

Rejeter, stigmatiser à travers des préjugés et des pensées toutes faites sur ce que sont les personnes en surpoids et ce qu'elles ne font pas pour maigrir, la grossophobie s'exprime comme une discrimination invisible qui s'insinue quotidiennement dans la chair des personnes obèses. Jugées comme inactives qui passent leur temps à manger, le contenu de leur assiette est analysé tant par sa qualité que sa quantité. 10 millions de français-es sont obèses et évoluent dans un monde où rien n'est pensé pour les gros-se.s puisqu'il ne tient qu'à elles-eux de maigrir, avec pour conséquence une mise à l'écart scolaire, amicale, amoureuse et sociale. Être gros-se c'est encore de nos jours être moche, véhiculant l'idée qu'on ne peut pas être heureux-ses si on est gros-se. Sans cesse méprisés, les gros-se.s ont honte et culpabilisent, la grossophobie s'ajoute comme un traumatisme nouveau chez des personnes qui ont déjà connu des événements de vie difficiles.

À l'image de cette société régit par les diktats de la minceur, l'émission "ma renaissance" vente l'idée que les gros-se.s ont besoin d'être sauvés-es et par les minces qui plus est! De plus, sans remettre en cause la chirurgie bariatrique en elle-même ni le choix de ces personnes qui souffrent, c'est l'instrumentalisation de ce choix qui est dangereuse dans l'usage de l'opération comme seule alternative dans la recherche du bonheur



plutôt que de faire un pas vers le changement du regard des autres envers la différence et l'acceptation de soi.

Au-delà des pathologies liées à l'obésité, s'ajoute la souffrance psychologique ancrée dans un quotidien inadapté, stigmatisé dans chaque regard croisé.

Ne faudrait-il pas se remettre en question face à ce sujet et ce qu'il révèle de nos propres agissements. Finalement, qu'est-ce que cela dit de nous et de la société stéréotypée dans laquelle nous vivons. L'exemple type fut l'afflux énorme de commentaires pendant le confinement sur une éventuelle prise de poids de chacun-e, hantise significative de la dimension grossophobe qu'est la prise de quelques kilos loin de la réalité d'avoir des problèmes de surpoids.

**Alors, accepter, s'accepter, aimer, s'aimer et être aimé ne sont-ils pas les maitre-mots vers un changement des mentalités où tous les corps sont ok parce-que tous différents.**

## Chuuuu !!

- **L'Inégalité du ticket de caisse.**

Le scandale de la taxe Rose, en 2015, a permis la réduction de la **taxe tampon** à 5,5 % au lieu de 20%. Mais les fabricants n'ont guère joué le jeu, les prix sont restés sensiblement les mêmes dans les rayons des magasins. Le Royaume-Uni a lui poussé encore plus loin sa politique contre la précarité menstruelle et a aboli la taxe tampon aussitôt sorti de l'Europe. La législation européenne **impose** une taxe minimum de 5% et malgré leur demande, ils n'ont essuyé que des **refus** des états membres. En France, le gouvernement va porter à cinq millions d'euros le budget pour lutter contre la précarité menstruelle, une difficulté éprouvée par près d'une femme sur dix en 2021. Mais on le sait déjà ça ne sera pas suffisant pour faire reculer ces chiffres terrifiants.



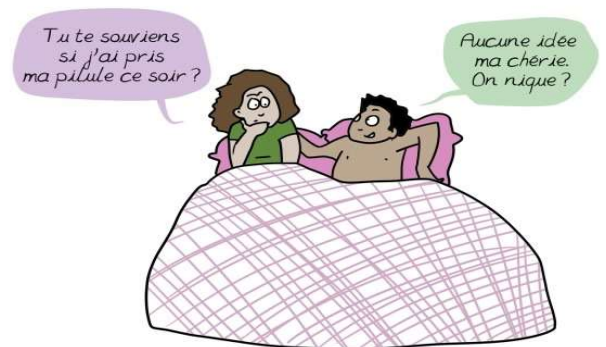
Un petit calcul s'impose : environ 20 000 000 femmes en France dépensent en moyenne 150 €, la taxe tampon rapporte 165 000 000 € par an !!!

Aujourd'hui des Femmes se battent pour rappeler que ce sont des produits de premières nécessités et demandent l'abolition de cette taxe, dans la mesure où ils sont indispensables à l'hygiène féminine.

**Nous rappelons que SUD RAIL PRG demande depuis plusieurs d'années l'installation de distributeurs dans les toilettes femmes afin de pouvoir travailler sereinement, enfin au moins au niveau de ce sujet...**

- **La contraception masculine dans les couples hétéro.**

Dans ce domaine, les Français ont un bon train de retard, le comble pour un cheminot... la contraception masculine reste un véritable tabou dans notre société à la culture nataliste. Avant la loi Neuwirth de 1967 autorisant la pilule, les méthodes, qu'il s'agisse du retrait, de l'abstinence ou du préservatif, étaient gérées par **le couple**. Avec le droit des femmes à contrôler leur fertilité, les hommes se sont dédouanés de toute charge mentale contraceptive. Les rendez-vous gynécologiques, l'obligation de régularité, le coût financier, le stress d'une grossesse non désirée sans parler des effets physiques éventuels...Elles gèrent ça **seules** !



Si l'on veut une société égalitaire il faut aussi parler de ce sujet souvent tabou : la contraception masculine ! Il existe plusieurs méthodes thermique, hormonale et celle dont il ne faut pas prononcer le nom : la vasectomie. La technique elle a longtemps été jugée mutilante et n'a été autorisée par la loi qu'en 2001. En 2018, 9 240 hommes ont pratiqué la stérilisation contraceptive pour environ 50 000 femmes. Même si depuis quelques années des hommes s'investissent de plus en plus dans la gestion de la contraception, il y a encore beaucoup de boulot pour se débarrasser des préjugés et les difficultés ! Comme pour les femmes, un homme jeune et surtout sans enfants, même déterminé, trouvera difficilement un médecin qui accepte de l'opérer. La stérilisation contraceptive reste rare par rapport à d'autres pays mais c'est un droit et c'est toutes et tous ensemble que nous le ferons respecter !

Alors ? et si l'on partageait de nouveau la charge contraceptive ?  
Nous on trouve que c'est un joli « cadeau » pour le 8 mars !

**SUD Rail PRG s'empare de tous ces sujets. Si vous êtes témoins ou victimes de discrimination rapprochez-vous de nos militant-es ou par mail à [prgplurielles@gmail.com](mailto:prgplurielles@gmail.com)**



**En grève le 8 Mars, c'est toutes et tous ensemble que l'on n'y arrivera !!**

**Syndicat des travailleurs du rail Solidaires, Unitaires et Démocratiques Région Paris Rive Gauche**  
Commission PLURI'ELLES DETER  
1, rue Georges Duhamel 75015 Paris  
Tel: 01 40 48 03 15 Fax: 01 40 48 03 18  
Tel SNCF: 32 03 15 Fax SNCF: 32 03 18  
E-mail: [prgplurielles@gmail.com](mailto:prgplurielles@gmail.com)